

« Une culture déviante dans certains quartiers »

Selon Olivier Galland, le positionnement identitaire des jeunes contribue à exacerber les mécanismes de violence qui ont toujours existé à l'adolescence, notamment chez les garçons. Pour lui, une des solutions serait que l'école ne délivre pas seulement des connaissances mais qu'elle forme aussi des citoyens.

Olivier Galland

Sociologue, auteur de « Sociologie de la jeunesse », éditions Armand Colin, 2022.



Est-ce qu'on a passé un cap avec le meurtre de Thomas concernant la violence des jeunes ?

Les violences entre jeunes, ça a toujours existé. Au XIX^e siècle, on parlait déjà des violences entre jeunes de villages différents, souvent pour des histoires de filles. On se rossait à coups de poing, mais il n'y avait pas de mort.

Dans le cas présent, ce ne serait pas une histoire de filles mais une remarque sur une coupe de cheveux qui serait en cause...

On a des générations qui sont identitaires pour une grande part. Dès qu'on porte atteinte aux manifestations de l'identité, c'est vécu comme une agression absolument insupportable. Il y a une espèce de sensibilité exacerbée aujourd'hui, chez une partie des jeunes à tous ces symboles. C'est un

mécanisme renforcé par les réseaux sociaux qui prennent une importance grandissante avec les cercles d'autoconviction qui se forment.

Au point que deux identités différentes – ici rugby et cité – peuvent être inconciliables ?

Une chose qui est partagée entre les zones rurales et les cités, c'est le capital culturel, plutôt inférieur à celui des jeunes urbains – en moyenne issus de familles à plus fort capital culturel – qui sont plus favorables que les jeunes ruraux à des sociétés ouvertes, à la mondia- lisation par exemple.

Une ouverture qui n'existe pas non plus dans les quartiers ?

Dans les cités, la politique de la ville a été un échec ces 30 dernières années. Il y avait l'idée qu'on allait construire de la mixité sociale. Or, il y en a de moins en moins. Dans certaines classes où je suis allé enquêter en 2017, je pense à Choisy-le-Roi, il y avait 80 % de jeunes d'origine étrangère et de jeunes musulmans. Souvent de familles très pauvres. La délinquance endémique de ces

quartiers a fait fuir les commerces, les médecins, ce qui est néfaste au développement d'actions de socialisation normales. Bien sûr, il y a une majorité de jeunes qui s'en sortent, souvent en quittant le quartier d'ailleurs.

Restent ceux qui ne peuvent pas partir et ceux qui participent à ces activités illégales. C'est là que surviennent les problèmes de violence.

Vous faites le lien entre les activités illégales et les violences physiques sur les personnes ?

Il y a aujourd'hui des territoires – souvent ce qu'on appelle les quartiers prioritaires de la ville – des zones dans lesquelles s'est développée chez une partie des jeunes une sorte de culture déviante. Elle se développe parce qu'il y a des activités illégales dans ces cités, une économie parallèle souvent liée aux trafics de drogue. Une partie des jeunes y participe. Mais même ceux qui n'y participent pas trouvent ça, au fond, compréhensible. Or, on le voit dans nos enquêtes, les jeunes qui tolèrent cette déviance sont aussi très tolérants à l'égard de la violence. Donc, ça va

ensemble. Ce phénomène a prospéré. Et ces jeunes sont socialisés d'une certaine manière à la violence. Parallèlement, on a assisté à un regain de religiosité chez ces jeunes qui considèrent l'islam comme supérieur aux autres religions et à la société séculière. Cette conception absolutiste de la religion est associée à l'idée que le libéralisme des mœurs est condamnable, avec un très fort rejet... par exemple de l'homosexualité et de la liberté d'adopter des mœurs comme on l'entend. Elle est associée aussi à une conception de la femme qui est assez éloignée de l'idée que les femmes disposent librement de leur corps. Donc, il y a ce clivage qui s'est creusé. En plus, ces jeunes-là sont massivement convaincus que leur groupe ethnocoreligieux est victime d'un racisme systémique de la société française. Pour eux, le bras armé de cette société qui leur est hostile, c'est la police. Ils ont de très fortes tensions avec la police et souvent un sentiment d'impunité total. Voilà le tableau dans lequel s'inscrivent ces tensions.

Qu'en est-il de la place de l'Éducation nationale, des éducateurs et de l'aide aux parents dans ce sombre tableau ?

Les parents sont impuissants. La solution ne passera pas par punir les parents, sauf si les parents sont eux-mêmes délinquants. Je crois surtout au rôle de l'école. Beaucoup des jeunes que j'ai rencontrés estiment avoir été mal orientés, souvent dans des filières professionnelles trop étroites qu'ils n'ont pas choisies. C'est un gros facteur d'échec pour ces jeunes. Il y a aussi que l'école devrait penser à former des citoyens et pas seulement à délivrer des connaissances. On a un système scolaire très vertical en France, où les jeunes s'expriment peu, sauf pour faire du chahut et du désordre. Peillon avait introduit l'enseignement moral et civique dans cet esprit. Mais ça ne s'est pas fait.

Propos recueillis par B. Dillies